

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

**COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 460^e
SÉANCE**



Jeudi 18 novembre 1965,
à 15 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Organisation des travaux de la Commission (suite)</i>	1
<i>Point 101 de l'ordre du jour:</i> <i>Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite):</i>	
a) <i>Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix;</i>	
b) <i>Autorisation et financement de futures opérations de maintien de la paix.</i>	2

Président: M. Carlet R. AUGUSTE (Haïti).

Organisation des travaux de la Commissions (suite)

1. Le PRÉSIDENT rappelle qu'à sa 432^{ème} séance la Commission avait décidé qu'aussitôt après avoir achevé l'examen des rapports de l'Office de secours pour les réfugiés de Palestine elle examinerait la question des opérations de maintien de la paix. Cependant, à la 459^{ème} séance, le représentant de l'Union soviétique a proposé de passer au contraire à la question de l'apartheid.

2. M. DOSUMU-JOHNSON (Libéria) déclare que rien n'est plus réconfortant pour sa délégation que de constater combien les Africains comptent d'amis aux Nations Unies, comme le montre la suggestion visant à ce que la Commission passe à l'examen de la question de l'apartheid. La délégation du Libéria croit cependant préférable que la Commission s'en tienne à sa décision antérieure. En effet, si la question de l'apartheid est bien des plus importantes, son urgence n'est cependant pas immédiate. Tout examen ne ferait qu'aboutir à l'adoption d'une nouvelle résolution. Or, à supposer que celle-ci soit libellée dans les termes les plus énergiques, elle ne pourrait pas être appliquée pour la simple raison que les Nations Unies n'auraient pas les moyens de la mettre en œuvre. Si, par exemple, la Commission et l'Assemblée générale étaient amenées à adopter une résolution comportant l'envoi sur place d'une force de maintien de la paix, l'Organisation ne serait pas à même de prendre des mesures concrètes à cet effet. Tout au contraire, si la Commission et l'Assemblée générale résolvent le problème des opérations de maintien de la paix, il sera alors possible d'appliquer les mesures qui pourront être prises par la suite dans ce domaine.

3. La question des opérations de maintien de la paix n'est pas une question nouvelle à la session en cours et trois délégations, y compris celle du Libéria, ont déjà pris la parole à ce sujet. Il s'agirait donc seule-

ment de poursuivre l'examen commencé. La délégation libérienne demande par conséquent au Président d'user de ses prérogatives et de statuer que la Commission s'en tiendra à la décision prise antérieurement.

4. Le PRÉSIDENT demande au représentant de l'Union soviétique si, lorsque sa délégation a présenté sa proposition visant à modifier l'ordre d'examen des questions inscrites à l'ordre du jour, elle a présenté cette proposition formellement en vertu de l'article 124 du règlement intérieur.

5. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense qu'avant de trancher la question de l'application de l'article 124 il vaudrait peut-être mieux entendre l'opinion des différentes délégations.

6. M. ACHKAR (Guinée) déclare qu'il existe des raisons valables de demander la priorité pour la question de l'apartheid. En tant que président du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, il est toujours prêt à participer à l'examen de cette question. Cependant, sa délégation reconnaît en même temps toute l'importance de la question du maintien de la paix. S'agissant de deux problèmes primordiaux, il faudrait rechercher un compromis quant à l'ordre dans lequel ils doivent être examinés.

7. Après s'être consulté avec certaines délégations, le représentant de la Guinée propose, étant donné que divers représentants ont déjà pris des dispositions pour se faire entendre au sujet du maintien de la paix, que la Commission examine d'abord cette question pendant une semaine; ce qui donnerait à plusieurs délégations le temps de faire connaître leur point de vue. Après cette discussion générale, la Commission suspendrait les décisions relatives à ce point de l'ordre du jour et aborderait, le lundi 29 novembre, la question de l'apartheid. L'examen de cette dernière ne devrait pas durer plus qu'une dizaine de jours, car, à l'exception du Portugal et de l'Afrique du Sud, tous les membres de la Commission sont unanimes dans leur jugement sur ce point.

8. Telles sont les propositions que la délégation guinéenne présente formellement au nom de la plupart des délégations africaines.

9. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, de l'avis de sa délégation, l'examen de l'une des questions ne saurait ni faciliter ni contrarier l'examen de l'autre. Certaines délégations qui sont hostiles à toute décision énergique en ce qui concerne l'apartheid et veulent différer cette décision jusqu'à la fin de la session accusent l'Union soviétique de vouloir faire obstruction à l'examen des opérations de maintien de la paix. Or, la délégation

de l'Union soviétique a montré, par les divers votes qu'elle a été appelée à émettre, qu'elle était toute disposée à participer activement à l'examen de cette dernière question. Pour endonner une nouvelle preuve, et agissant dans le même esprit de coopération, elle est également disposée à accepter la proposition du représentant de la Guinée.

10. La révision éventuelle de l'ordre d'examen adopté à la 432ème séance ne relève pas, selon la délégation de l'Union soviétique, de l'article 124 du règlement intérieur. Il ressort en effet nettement de cet article, dont M. Morozov donne lecture, qu'il vise uniquement les propositions de fond. Le représentant de l'Union soviétique propose que la Commission se prononce en dehors de tout formalisme et qu'elle adopte la proposition de la Guinée sans recourir à un vote.

11. M. AIKEN (Irlande) estime que tout représentant serait en droit de demander au Président d'appliquer l'article 124 du règlement intérieur pour la révision de la décision prise antérieurement par la Commission. Toutefois, la délégation irlandaise n'insistera pas sur ce point car elle a elle aussi accueilli avec intérêt la proposition du représentant de la Guinée et est disposée à l'accepter dans une certaine mesure. Elle formulera donc à son tour la proposition suivante: on examinerait dans l'immédiat et pendant toute la semaine suivante la question des opérations de maintien de la paix et, de l'avis de la délégation irlandaise, si la Commission se réunissait régulièrement, elle pourrait achever ses travaux sur ce point le vendredi 26 novembre, en particulier si la liste des orateurs était close le lundi 22. Quoi qu'il en soit, si la Commission ne pouvait achever son examen de la question du maintien de la paix, elle aborderait de toute façon le lundi 29 la question de l'apartheid, qu'elle étudierait pendant une semaine. Enfin, la Commission reprendrait le lundi 6 décembre la question des opérations de maintien de la paix, dont elle achèverait l'examen.

12. M. ANYAOKU (Nigéria) propose de suspendre la séance pour que les consultations nécessaires puissent avoir lieu.

La motion de la Nigéria est adoptée sans objection.

La séance est suspendue à 16 h 20; elle est reprise à 16 h 40.

13. M. RAO (Inde) remercie la délégation irlandaise qui, pendant les consultations qui viennent d'avoir lieu, a bien voulu se prêter à un compromis sur l'ordre d'examen des questions dont la Commission est saisie. La délégation indienne attache une grande importance aux opérations de maintien de la paix, et le Gouvernement indien s'est toujours efforcé d'amener les principaux responsables de la politique mondiale à se mettre d'accord sur les problèmes que pose cette fonction essentielle de l'Organisation. Cependant, la délégation indienne ne peut pas oublier les graves événements qui se déroulent actuellement en Rhodésie du Sud et, à un moment où ces événements sont suivis avec anxiété par le monde entier, elle estime normal que la Commission donne priorité à la question de l'apartheid, qui s'y rattache directement.

14. Le représentant de l'Inde rappelle que 17 séances étaient prévues pour les opérations de maintien de la paix. Or, en consacrant pour commencer une semaine

à l'examen de cette question, la Commission pourrait avancer considérablement ses travaux sur ce point. En siégeant matin et soir, elle pourrait disposer, pendant la semaine suivante, de 10 séances, auxquelles il faut ajouter la séance du vendredi 19 novembre, les séances qui se tiendraient éventuellement le samedi et celles qui ont déjà été consacrées à l'examen de la question, puisque la Commission a déjà entendu certaines délégations.

15. M. ACHKAR (Guinée) déclare qu'au cours de la suspension de séance les membres de la Commission se sont mis d'accord sur une nouvelle formulation de la proposition qu'il avait faite précédemment. La Commission aborderait immédiatement la question des opérations de maintien de la paix, qu'elle examinerait jusqu'à la fin de la semaine suivante. Si à cette date la Commission n'avait pas terminé ses travaux sur ce sujet, elle étudierait la question de l'apartheid pendant 10 séances. La délégation guinéenne espère que cet examen pourra être achevé dans ce laps de temps. Cependant, si la Commission ne pouvait pas mener à terme l'étude de l'apartheid, elle reviendrait alors à la question des opérations de maintien de la paix pour en terminer avec celle-ci. La délégation guinéenne exprime l'espoir que la Commission pourra tenir le plus grand nombre de réunions possible.

16. M. HINIT (Ethiopie) appuie le représentant de la Guinée.

17. M. ANYAOKU (Nigéria) exprime l'espoir que la proposition formulée par le représentant de la Guinée, qui constitue un compromis, sera acceptée sans vote formel.

18. Le PRÉSIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, la proposition du représentant de la Guinée sera considérée comme adoptée à l'unanimité.

Il en est ainsi décidé.

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite*) [A/SPC/L.117 et Add.1]:

- a) Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/5915 et Add.1, A/5916 et Add.1, A/5972, A/6026);
- b) Autorisation et financement de futures opérations de maintien de la paix (A/5966 et Rev.1 et 2)

19. M. ANSARI (Iran) souligne que la question du maintien de la paix est une question primordiale qui domine toutes les autres activités de l'Organisation des Nations Unies. En effet, il est clairement indiqué au paragraphe 1 de l'Article premier de la Charte des Nations Unies que le premier objectif de l'Organisation est le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Devant ce grand problème, non seulement les grandes puissances, mais tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ont des responsabilités et doivent coopérer en vue de la mise en œuvre d'un système capable de maintenir la paix et la sécurité internationales. Malheureusement, dans le passé, le système en vigueur n'a pas fonctionné d'une façon satisfaisante et, l'année précédente, l'existence

*Reprise des débats de la 438ème séance.

même de l'Organisation a été compromise par un désaccord sur cette question. C'est pourquoi la Commission doit se pencher sérieusement sur ce point afin d'étudier et de proposer des moyens pratiques pour la réalisation effective de ce grand objectif de la Charte.

20. Examinant le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, le représentant de l'Iran rend hommage aux membres de ce comité pour le travail constructif qu'ils ont accompli. Il remercie également le Président de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale et le Secrétaire général qui ont poursuivi leur œuvre dans le domaine du maintien de la paix en dépit des difficultés entre les Etats Membres touchant le financement des opérations de l'Organisation dans ce domaine.

21. Cependant, la question principale n'est pas encore résolue et la situation reste précaire. Il convient d'étudier le fonctionnement et le rôle respectifs des deux principaux organes de l'Organisation des Nations Unies: l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. L'Article 24 de la Charte confère au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. La principale raison pour laquelle cette responsabilité est conférée au Conseil de sécurité réside dans la composition particulière de cet organe et surtout dans le rôle important que la Charte reconnaît aux cinq membres permanents du Conseil dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Une autre raison pour conférer cette responsabilité principale au Conseil de sécurité tient au fonctionnement de cet organe. En effet, le Conseil de sécurité est l'un des organes principaux des Nations Unies qui siège en permanence, conformément à l'Article 28 de la Charte. Or, la question du maintien de la paix et de la sécurité internationales exige une vigilance constante; pour faire face à une situation qui menace la paix et la sécurité internationales, des décisions efficaces s'imposent; or une action collective, pour être efficace, doit être rapide. Etant donné que l'Assemblée générale n'est pas un organe des Nations Unies qui siège en permanence, le seul organe qui puisse à tout moment être saisi d'une situation ou d'un différend susceptible de menacer la paix et d'adopter les mesures nécessaires est évidemment le Conseil de sécurité. La délégation iranienne estime donc que la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales incombe en premier lieu au Conseil de sécurité; mais cette responsabilité n'est pas exclusive, étant donné que l'Article 11 de la Charte confère également à l'Assemblée générale le droit de discuter à tout moment de ces questions. Ainsi, l'Assemblée générale a une responsabilité complémentaire dans ce domaine. Bien plus, si le Conseil de sécurité est dans l'incapacité de prendre des décisions en matière du maintien de la paix, la délégation iranienne estime que l'Assemblée générale doit pouvoir faire des recommandations relatives aux opérations de maintien de la paix. En effet, il faut prévoir le cas où les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ne parviendraient pas à se mettre d'accord sur une situation ou un différend qui menacent la paix et où, de ce fait, aucune décision ne pourrait être prise.

22. On sait qu'à plusieurs reprises l'Assemblée générale est déjà intervenue pour remédier à cette situation. Ainsi, dans la résolution 190 (III), elle a lancé un appel aux grandes puissances pour qu'elles redoubtent d'efforts en vue de concilier leurs désaccords et d'établir une paix durable, conformément à l'esprit et à la lettre de la Charte. Une autre résolution très importante est la résolution 377 (V), qui dispose que, si le Conseil de sécurité manque à s'acquitter des fonctions qui lui incombent au nom de tous les Etats Membres, l'Assemblée générale examinera immédiatement la question afin de faire aux Membres les recommandations appropriées sur les mesures collectives à prendre, y compris, s'il s'agit d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression, l'emploi de la force armée en cas de besoin pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. La délégation iranienne estime donc que les mesures collectives et efficaces dont parle l'Article premier de la Charte doivent être prises en premier lieu par le Conseil de sécurité; s'il y a carence de la part de celui-ci, c'est l'Assemblée générale qui doit agir.

23. En adoptant en 1950 la résolution 377 (V), l'Assemblée générale ne pouvait se douter que, quelques années plus tard, les difficultés relatives au financement du maintien de la paix paralysaient un jour non seulement le fonctionnement normal de ces opérations mais encore l'Organisation elle-même pendant toute une session. A cette époque, aucun problème ne semblait devoir se poser au sujet de l'application de l'Article 17 de la Charte en matière de financement des opérations de maintien de la paix puisque le paragraphe 2 de cet article prévoyait clairement que les dépenses de l'Organisation étaient supportées par les Membres selon la répartition fixée par l'Assemblée générale.

24. En ce qui concerne la question du financement des futures opérations de maintien de la paix, la délégation iranienne a souvent exprimé le point de vue que les dépenses relatives à ces opérations doivent être supportées par tous les Membres de l'Organisation. Le barème des contributions des Etats Membres doit être établi en fonction d'un certain nombre de principes fondamentaux, notamment la responsabilité particulière des membres permanents du Conseil de sécurité et les possibilités financières des pays en voie de développement. La délégation iranienne est heureuse de constater que ces vues figurent parmi les principes directeurs contenus dans le paragraphe 52 du rapport du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale au Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/5915/Add.1, annexe II). Elle estime que les directives déjà élaborées par le Comité pourraient utilement servir de base pour les études ultérieures qui doivent être poursuivies dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales.

25. La délégation iranienne rend hommage à la délégation irlandaise pour l'attention et le souci constants qu'elle a manifestés pour la cause de la paix et de la sécurité internationales et elle se déclare d'accord avec elle pour penser que les pouvoirs dont dispose l'Organisation pour maintenir efficacement la paix doivent être renforcés; pour atteindre ce

but, il est nécessaire de prendre des mesures pour que le maintien de la paix ne soit paralysé ni par un veto du Conseil de sécurité ni par un veto financier opposé à la suite des décisions prises par l'Assemblée générale. En outre, les Nations Unies doivent disposer d'une force de police pour maintenir la paix et la sécurité internationales, chaque fois que le Conseil de sécurité ou, à son défaut, l'Assemblée générale décide qu'une opération de maintien de la paix est nécessaire.

26. La délégation iranienne est donc en faveur des principes généraux qui ont été énoncés dans la lettre de la délégation irlandaise au Secrétaire général (A/5966 et Rev.1 et 2). Elle souhaite vivement que le projet de résolution important qu'elle contient puisse être étudié à fond par la Commission et approuvé par l'Organisation afin que les Nations Unies puissent constituer une force chargée du maintien de la paix sans se heurter à des difficultés financières.

27. Le représentant de l'Iran signale que son pays n'a épargné aucun effort en vue de la réalisation des grands objectifs de la Charte. L'Iran a déjà participé à différentes opérations de maintien de la paix et le Gouvernement iranien met à la disposition de l'ONU un détachement de l'armée iranienne qui est prêt à intervenir sous le drapeau des Nations Unies si cela est nécessaire pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Ce n'est que dans un état de paix, dans un ordre mondial stable fondé sur le droit et la justice, que les gouvernements peuvent consacrer leurs ressources et tous leurs efforts au développement économique et social.

28. C'est, en tout cas, le cas de l'Iran qui s'est efforcé de créer et de maintenir une atmosphère de confiance et de coopération mutuelle entre les pays de sa région et de promouvoir les meilleures relations avec les autres pays du monde et notamment ses voisins immédiats.

29. La délégation iranienne exprime l'espoir que, grâce à un esprit de coopération et de concessions réciproque, les difficultés actuelles pourront être aplanies et qu'une paix solide et durable sera établie dans le monde. Pour conclure, le représentant de l'Iran rappelle les paroles prononcées par Sa Sainteté le pape Paul VI devant l'Organisation (1347ème séance plénière): "La paix ... ne se construit pas seulement au moyen de la politique et de l'équilibre des forces et des intérêts. Elle se construit avec l'esprit, les idées, les œuvres de la paix." Sa Sainteté a ajouté que l'édifice de paix repose avant tout sur nos consciences et que nous devons nous habituer à penser d'une manière nouvelle la vie en commun des hommes.

M. Inglés (Philippines), vice-président, prend la présidence.

30. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur le projet de résolution A/SPC/L.117 qui vient d'être déposé. Il convient d'ajouter à la liste des auteurs le nom de la Somalie.

31. M. AZIZ (Afghanistan) constate que de profondes divergences de vues existent toujours au sein de l'Organisation en ce qui concerne la question des opérations de maintien de la paix. Toutefois, le danger

que présentent ces divergences a été réduit grâce aux efforts déployés par tous les Etats Membres en vue de permettre à l'Assemblée générale de fonctionner à nouveau normalement. Il ressort clairement des débats du Comité spécial des opérations de maintien de la paix que l'essence du problème n'est ni financière ni constitutionnelle, mais politique. Par conséquent, il faut rechercher la solution par un accord politique.

32. Les divergences de vues sont particulièrement accusées en ce qui concerne la définition des rôles et responsabilités respectifs du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. La Charte confère au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et, par conséquent, c'est au Conseil qu'incombe l'obligation d'entreprendre des opérations de maintien de la paix en cas d'agression ou de rupture de la paix. Mais que se passe-t-il si le Conseil de sécurité reste inactif? Les réponses diverses à cette question et les différentes interprétations des pouvoirs respectifs du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale en ce qui concerne la décision d'entreprendre des opérations de maintien de la paix et le financement de ces opérations se reflètent dans les divergences nombreuses des positions qui ont été adoptées au sujet de l'application de l'Article 19. La question est devenue plus compliquée encore depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 377 (V) qui, à l'époque, répondait au désir de certains Membres de trouver une méthode permettant aux Nations Unies d'agir à l'avenir dans tous les cas de rupture de la paix ou d'agression flagrante.

33. L'application de cette résolution — et, en particulier, la création de la Force d'urgence des Nations Unies — a fait l'objet de longues discussions au Comité spécial, notamment au sujet de la répartition des charges financières. Les principes directeurs énoncés, à la suggestion de la délégation afghane, par le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général ont été pour la plupart approuvés par les Etats Membres. Toutefois, le désaccord a persisté sur certains points particuliers, notamment sur le sens de l'expression "opérations de maintien de la paix", qui n'est pas définie comme telle dans la Charte. Le financement de ces opérations a donné lieu, lui aussi, à des opinions très divergentes. Un certain nombre d'Etats Membres estiment que, dans le cas où le financement d'une opération de maintien de la paix n'est pas assuré par des arrangements particuliers, il incombe à l'Assemblée générale de répartir les charges financières conformément à l'Article 17 de la Charte.

34. Comme l'a souligné le représentant de l'Afghanistan au Comité spécial (A/5915/Add.1, annexe I, 4ème séance), les Nations Unies ne peuvent s'acquitter efficacement de leurs fonctions de maintien de la paix que s'il existe un accord entre les Etats Membres au sujet des principes et des procédures à suivre. Cet accord ne peut être réalisé que si l'on dispose d'un commun dénominateur reconnu par tous les Membres de l'Organisation. Or, ce commun dénominateur existe: c'est la Charte des Nations Unies. Certes, celle-ci est ouverte à de nombreuses interprétations, et ses auteurs l'ont voulu ainsi. Ce qu'il importe de recon-

naître, c'est que la stricte observation de la Charte n'exclut pas un effort pour l'interpréter dans un sens correspondant aux intérêts de l'Organisation. En effet, c'est en se préoccupant de l'intérêt général que les intérêts de chaque Etat seront le mieux sauvegardés.

35. Le principe selon lequel la solvabilité de l'Organisation doit être restaurée à l'aide de contributions volontaires de tous les Membres a été accepté à l'unanimité. La Commission a le devoir d'engager tous les Membres à verser ces contributions sans tarder. Il convient d'insérer une disposition à cet effet dans la résolution qui sera soumise à l'Assemblée générale.

36. La Commission ne dispose pas du temps nécessaire pour examiner tous les aspects des futures opérations de maintien de la paix. Par conséquent, elle devra recommander à l'Assemblée générale que la tâche qui avait été confiée au Comité spécial à la dix-neuvième session soit poursuivie. Il n'est pas indispensable qu'elle soit poursuivie par le même comité et il se pourrait que la majorité des membres de la Commission recommande à l'Assemblée générale de créer un autre organe. En tout cas, étant donné qu'il s'agit d'une question très urgente, le mandat de l'organe désigné pour l'étudier à l'avenir devrait prévoir expressément un délai raisonnable pour la présentation d'un rapport contenant des recommandations définitives à l'Assemblée générale.

37. Etant donné l'importance de cette question, la délégation afghane souhaiterait que les délibérations

de la Commission fassent l'objet de comptes rendus in extenso ou, si cela est impossible, que le Secrétariat soit prié d'établir un document séparé contenant toutes les suggestions et propositions ainsi que les observations particulières formulées par les délégations.

38. Le projet de résolution (A/SPC/L.117) qui a été déposé au cours de la séance est de la plus haute importance et la délégation afghane voudrait l'étudier d'une manière plus approfondie avant de donner son opinion.

39. Le PRESIDENT indique que le secrétariat de la Commission examinera d'ici à la prochaine séance la possibilité d'établir des comptes rendus in extenso.

40. Conformément à la proposition du représentant de l'Irlande, le Président propose que, s'il n'y a pas d'objection, la liste des orateurs soit close le lundi 22 novembre à la séance de l'après-midi.

41. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime qu'une telle hâte est inopportune. Il faut donner aux délégations le temps d'entendre leurs collègues pour permettre un débat.

42. Le PRESIDENT fait observer qu'une telle décision de la part de la Commission n'est pas sans exemple. Cependant, il a pris note de l'objection du représentant de l'Union soviétique et il soulèvera la question de la clôture de la liste des orateurs à une séance ultérieure.

La séance est levée à 17 h 50.

